



Universitatea
BABEŞ-BOLYAI



Universitatea Babeş-Bolyai
FACULTATEA DE
STUDII EUROPENE



CENTRE DE
RÉUSSITE
UNIVERSITAIRE

Journée d'études

MAQUISARDS, REBELLES, INSURGÉS... POLITIQUES.
LE DEVENIR DES CHEFS DE GUERRE AFRICAINS



avec le soutien du
CEVIPOL

en ligne
2 décembre 2021



Universitatea Babeş-Bolyai
**FACULTATEA DE
STUDII EUROPENE**



Universitatea
BABEŞ-BOLYAI



**CENTRE DE
RÉUSSITE
UNIVERSITAIRE**

CEVIPOL

Journée d'Etudes

organisée par le Centre d'Etudes Africaines (CESTAF), le Centre de Réussite Universitaire (CRU) et
la Faculté d'Etudes Européennes (FSE) de l'Université Babeş-Bolyai Cluj-Napoca,
avec le soutien du Centre d'Etude de la Vie Politique (Cevipol) de l'Université Libre de Bruxelles

Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains

2 décembre 2021

10h-20h (CEST)

En ligne - Zoom

Lien: <https://zoom.us/j/92894535050>

Meeting ID: 928 9453 5050

Attention ! 10 h (CEST = Cluj) = 9h (CET = Paris)

10.00	<p>Mots de bienvenue Adrian Corpădean, MCF, Doyen de la Faculté d'Etudes Européennes Sergiu Mişcoiu, Professeur des universités, directeur du CESTAF</p>		
<p align="center">Panel 1 : RDC – De la rébellion régionale à la politique nationale <i>Modératrice : Domnica Gorovei – docteur en sciences politiques, enseignante-chercheuse à l'Université de Bucarest</i></p>			
10.15-10.30	Andreea Bianca Urs	Université Babeş-Bolyai	L'excessif Laurent-Desiré Kabila. Du dirigisme militaire au délire politique
10.30-10.45	Valery Ntwali Soukaina Hamamat	Université Paris-Est	Mouvements d'auto-défense Mai-Mai, défense de l'intégrité territoriale et formation d'une armée républicaine en République démocratique du Congo
10.45-11.00	Arnold Nyaluma Mulagano Bahati Cibambo	Université catholique de Bukavu	Rapport mapping ... Exactions des insurgés à l'est de la RDC, quelle justice pour les victimes ? Pistes à partir de l'action du prix Nobel Denis Mukwege
11.00- 11.15	Paul Lohata	Université de Kinshasa	La rébellion et le pouvoir en Afrique post -parti unique. Le cas de la République démocratique du Congo de 1997 à 2015
11.15-11.30	Débats		
11.30-11.45	Pause-café		
<p align="center">Panel 2 : Anciens insurgés, futurs hommes d'Etat : les cas de la RCA et du Cameroun <i>Modératrice : Andreea Bianca Urs – doctorante en sciences politiques, membre du CESTAF</i></p>			
11.45-12.00	Alain Thomas Etamane Mahop	Université de Douala Cameroun	Michel Djotodia, chef rebelle de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) : itinéraire et exil forcé d'un éphémère président putschiste en République Centrafricaine (2013-2014)
12.00-12.15	Yves Essengue	Université de Yaoundé I	François Bozizé, de la rébellion à la présidence : Autopsie d'un régime militaire et totalitaire à l'ère des mutations démocratiques en République Centrafricaine (2003-2013)

12.15-12.30	Helene Diane Nono	Université de Douala	Le Cameroun à l'épreuve des guerres depuis les indépendances jusqu'à nos jours.
12.30 -12.45	Denis Augustin Samnick	Université d'Anvers	Les légendes urbaines du banditisme armé dans les années 2000 à Yaoundé au Cameroun: leurs épopées, leurs incarcérations, leurs morts
12.45- 13.00	Gilbert Doho	Université de Case Western Reserve à Cleveland	De Ndelené Jérémie à Fields Marshal, des lance-pierres aux Asongany : Mouvements de libération et industrie guerrière au Cameroun.
13.00-13.15	Faustin Kenné	Université de Yaoundé I	Vie et mort d'un insurgé anticolonialiste au Cameroun : Martin Singap (1934-1961)
13.15-13.30	Débats		
13.30-14.30	Pause Déjeuner		
14.30- 15.00	<p align="center">Lancement du livre <i>Communication de crise et résolutions des conflits en Afrique francophone</i> coédité par Sergiu Mișcoiu et Delia Pop-Flanja <i>Le livre sera présenté par Cristian Preda, Doyen de la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest, en la présence des éditeurs et des auteurs</i></p>		
<p align="center">Panel 3 : Du coup d'Etat à la présidentialisation (I) : le cas du Rwanda, du Chad et du Benin <i>Modératrice : Roxana Mateș – docteur en sciences politiques, membre du CESTAF</i></p>			
15.00- 15.15	Samia Chabouni	Université de Jijel	Paul Kagame : du rebelle au leader régional
15.15 -15.30	Benoit Bavouset	Université Babeș-Bolyai	Hissène Habré (1942-2021) : de l'ascension sociale aux crimes contre l'humanité
15.30-15.45	Jonas Ahoumenou	Université Babeș-Bolyai	Le Général Mathieu Kerekou: Un soldat putschiste puis dictateur
15.45-16.00	Débats		
16.00 -16.15	Pause-café		
<p align="center">Panel 4 : Du coup d'Etat à la présidentialisation (II) : Le cas du Burkina-Faso, du Ghana, de l'Ouganda et de l'Algérie <i>Modérateur : Ciprian Gabriel Oros – docteur en sciences politiques, membre du CESTAF</i></p>			
16.15-16.30	Floréal Serge Adiéme	École normale supérieure de Yaoundé	Jerry Rawlings: l'héritage d'un patriote

16.30-16.45	Womesse Golbo	Université de Yaoundé I	Coups d'Etat et expériences révolutionnaires en Afrique noire contemporaine. L'exemple de Jerry John Rawlings et Thomas Sankara. Analyse socio-historique d'une approche systémique des problèmes africains (1979-1983)
16.45 – 17.00	Vincent Henry	Centre d'Etudes Africaines de l'Université Babeş-Bolyai	Yoweri Museveni, une traversée de l'histoire ougandaise
17.00-17.15	Adriana Popița	Université Babeş-Bolyai	Les coups d'Etat et les mouvements sociaux dans l'espace maghrébin – entre la soif de pouvoir et la quête de démocratie
17.15 – 17.30	Hayette Rouibah	Université de Jijel	De Ben Bella à Bouteflika : Le parcours politique des rebelles de la révolution Algérienne
17.30-17.45	Débats		
17.45 -18.00	Pause-café		
<p>Panel 5 : Rébellion, prise du pouvoir, contre-insurrection. La continuité de la violence politique en Afrique <i>Modérateur : Vincent Henry – docteur en sciences politiques, membre du CESTAF</i></p>			
18.00 – 18.15	Jacob Tatsitsa	Université d'Ottawa	Romain Kouam, Paul Momo et Pierre Kamdem Ninyim : de la résistance à la Françafrique aux assassinats politiques (1948-1964)
18.15 – 18.30	Thierry Rakotobe	Université d'Antananarivo	Madagascar de 1972 à 2021, de destruction, en reconstruction
18.30-18.45	Wilfried Doumbia	Université Paris-Est	La violence légitime du nouvel État ivoirien
18.45-19.00	Seydouba Sylla	Sciences Po Bordeaux	Disparité des coups d'Etat en Guinée et du sort des putschistes
19.00-19.15	Albert Arakaza	Avocat au Barreau de Bujumbura	L'Africanisation de la justice internationale pénale : quel espoir pour la répression des chefs des guerres africaines ?
19.15-19.30	Débats		
19.30	<p>Conclusions de la Journée d'Etudes Jean-Michel De Waele, professeur à l'Université Libre de Bruxelles</p>		

Résumés

Panel 1 : RDC – De la rébellion régionale à la politique nationale

Andreea Urs – doctorante en sciences politiques à l'Université Babeş-Bolyai et membre du CESTAF (Roumanie)
L'excessif Laurent-Desiré Kabila. Du dirigisme militaire au délire politique

La présence de Laurent Desiré Kabila est difficile à manquer à Kinshasa. Malgré son omniprésence, il est cependant difficile de pénétrer le mythe qui s'est construit autour de lui. Son vrai caractère a été envisagé à la fois par la diffamation et l'idolâtrie. Pour certains de ses anciens camarades, c'est sa persévérance qui a aidé à libérer le pays d'abord de la dictature de Mobutu, puis du contrôle du Rwanda. Pour beaucoup d'autres, l'image de Kabila s'est muée en un stéréotype de dirigeants africains : le « grand homme » voyou et autoritaire, prêt à tout pour préserver son pouvoir. Même si le « Mzee » n'était que de passage à Kinshasa (1997 -2001), son parcours politique a eu un impact sérieux dans l'histoire du pays où tout est résolu avec une arme à la main. De surcroît, le dirigisme de L.D.-Kabila était le point déclencheur pour l'ascension de nombreux groupes armés et rivalités dans les territoires de l'est. Ce travail a l'ambition d'analyser le parcours politico-militaire du troisième président de la RDC afin d'apporter une contribution fonctionnelle dans la compréhension des particularités complexes du néo-présidentialisme africain.

Valery Ntwali & Soukaina Hamamat – doctorants en sciences politiques à l'Université Paris-Est Créteil (France)
Mouvements d'auto-défense Mai-Mai, défense de l'intégrité territoriale et formation d'une armée républicaine en République démocratique du Congo

La guerre dite de libération conduite par l'AFDL de 1996-1997 contre le régime de Mobutu a eu le privilège de bénéficier d'un soutien populaire sans une réelle interrogation de l'opinion congolaise sur ses objectifs, sa nature et ses acteurs (Valéry Ntwali, 2021, 48). Par contre, l'alliance internationale qui formait l'AFDL pouvait logiquement susciter des interrogations quant aux mobiles des acteurs qui composaient et qui soutenaient cette alliance. Celle-ci, était faite par une coalition des armées de plusieurs États de la Région des Grands Lacs à savoir l'armée Rwandaise, Ougandaise etc...Bien que le Rwanda au départ soutenait l'idée de pouvoir protéger davantage ses frontières contre les ex.FAR interahamwe, le sentiment nationaliste de Laurent Désiré Kabila a permis de dénicher les vrais mobiles de ses alliés (Roland Pourtier, 2009, 5). C'est ainsi que le divorce consommé entre lui et ses alliés va provoquer la deuxième guerre du Congo en 1998. C'est à partir de ce moment et suite à un appel lancé par le même L.D. Kabila que les mouvements nationalistes d'auto-défense Mai-Mai vont voir les jours en grande partie dans l'Est du Pays, après la révolution de Mulélé et Simba sous Mobutu (Roland Pourtier, 2009, 6). Il est alors important, à travers cette étude de voir le rôle qu'ont joué ces mouvements d'auto-défense Mai-Mai dans la protection de l'intégrité territoriale de la RD Congo. Leurs méthodes et moyens d'action méritent aussi un intérêt pour nous chercheurs en sciences politiques de pouvoir comprendre le mécanisme de décentralisation de la puissance et de la violence de l'Etat à certains réseaux. Le retour à la paix et à l'ordre constitutionnel étant intervenus depuis 2006, il nous revient également l'intérêt de voir la participation des mouvements d'auto-défense Mai-Mai dans la formation d'une armée républicaine en République démocratique du Congo.

Arnold Nyaluma Mulagano – professeur à l’Université catholique de Bukavu & Bahati Cibambo – doctorante à l’Université catholique de Bukavu (RD Congo)

Rapport mapping ... Exactions des insurgés à l’est de la RDC, quelle justice pour les victimes ?

Pistes à partir de l’action du prix Nobel Denis Mukwege

Depuis trois décennies, la partie orientale de la République démocratique du Congo est marquée par l’activisme des groupes armés. Dans les autres Etats africains, comme le Rwanda, le Libéria, la Sierra-Léone les rebellions ont été à la base de la révolution dans la gouvernance publique. Par contre, à l’est de la RDC, l’insurrection s’enlise et génère des conséquences néfastes pour les populations civiles. Les motivations politiques des rebellions sont supplantées par les violations massives des droits humains et l’exploitation illicite des ressources naturelles. L’on dénombre jusqu’à huit millions de morts et presque un million de femmes violées selon certains rapports. En octobre 2010, un rapport des Nations-Unies (Rapport mapping) répertorie une partie de ces exactions et formule des recommandations. Loin de faiblir, le phénomène insurrectionnel se cristallise et se diversifie. La présente contribution se propose d’élucider le phénomène, le lien qu’il entretient avec les ressources naturelles, les violations des droits humains qu’il entraîne, le sort de victimes et leur besoin de justice. Elle analyse ensuite les pistes découlant de l’action du Prix Nobel 2018, Docteur Denis Mukwege, leurs limites et conditions d’efficacité dans un contexte politique national fragile, un contexte régional conflictuel et un contexte mondial prédateur.

Paul Lohata Tambwe Okitokosa – professeur à l’Université de Kinshasa (UNIKIN) et à l’Université Libre de Kinshasa (ULK) (RD Congo)

La rébellion et le pouvoir en Afrique post -parti unique. Le cas de la République démocratique du Congo de 1997 à 2015

Résumé de la communication du Professeur Lohata Tambwe Okitokosa Paul -René de l’Université de Kinshasa (UNIKIN), de l’Université Libre de Kinshasa (ULK) et de l’Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM/ Kinshasa). Les africains ont vite abandonné l’idéologie et les institutions démocratiques, quelques années après l’accession officielle aux indépendances en 1960. Il faut rappeler que l’adoption du pluralisme politique fut une des conditions auxquelles les leaders africains étaient soumis (J. L. Gautron) pour arracher leur droit à l’autodétermination. Après l’abandon de la démocratie pluraliste, ils ont massivement recouru aux modes d’accession au pouvoir non démocratiques que sont notamment le coup d’Etat et la cooptation (J.S.Meshriakoff). Le retour au pluralisme démocratique à partir des années 90, s’est accompagné de démocratie consensuelle reposant sur les négociations spécifiques ou réinterprétées (Lohata T.O.P. R.). Les rebelles et les chefs de guerres vont largement en tirer profit en République démocratique du Congo (RDC) entre 1997 et 2015 à l’aide des négociations dont la consécration de ce système a eu lieu au Dialogue inter-congolais de Sun City, en Afrique du Sud (en 2003). On observe notamment une diversité des conséquences politiques, administratives et juridiques inédites et inhérentes à la vie des institutions politiques en Afrique en général et en RDC en particulier (légitimation de la rébellion, politisation des administrations publiques et supériorité des Accords politiques sur la constitution).

Panel 2 : Anciens insurgés, futurs hommes d'Etat : les cas de la RCA et du Cameroun

Alain Thomas Etamane Mahop – docteur, Université de Douala (Cameroun)

Michel Djotodia, chef rebelle de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR): itinéraire et exil forcé d'un éphémère président putschiste en République Centrafricaine (2013-2014)

Parent pauvre de l'ex-empire colonial français d'Afrique centrale, la Centrafrique est un Etat fantôme et compte parmi les pays les pauvres de la planète, malgré d'importantes richesses minières. Isolé au cœur de l'Afrique et sans véritables infrastructures, le pays a connu une succession de rebellions et de putschs qui ont rendus son économie exsangue. C'est dans cet environnement fait de violences que Michel Djotodia avait pris la tête de la rébellion de la Séléka, dominée par la communauté musulmane. Il dirigea ce vaste mouvement rebelle qu'il avait lui-même fondé et dissout le mois suivant sa prise de pouvoir. Toutefois, les groupes rebelles « Séléka » avaient continué à combattre les groupes d'auto-défense « Anti-Balaka » à majorité chrétienne. Né en 1949 dans le Vakaga au Nord centrafricain (Oubangui-Chari, AEF). Michel Djotodia était devenu président le 24 mars 2013 après qu'une coalition de mouvements rebelles. Séléka originaires du Nord-Est de la République Centrafricaine avait chassé le président François Bozizé. Manifestement dépassé par ses combattants et les affrontements très meurtriers pour les civils, Michel Djotodia homme plutôt discret, avait dû quitter à son tour le pouvoir sous la pression internationale le 10 janvier 2014 avant de fuir au Benin, après une intervention de l'armée française dans une opération baptisée Sangaris sous le couvert d'une résolution de l'ONU, pour mettre fin aux actes de pillages, tueries aveugles, actes de tortures, viols et autres violations des droits de l'homme. Notre analyse interroge l'homme de Michel Djotodia chef des rebelles Séléka, l'affrontement entre Séléka et Anti-Balaka et son exil forcé.

Yves Essengue – docteur, Université de Yaoundé I (Cameroun)

François BOZIZE, de la rébellion à la présidence : Autopsie d'un régime militaire et totalitaire à l'ère des mutations démocratiques en République Centrafricaine, 2003-2013

François Bozizé Yangouvonda, est originaire de l'ethnie Gbaya, une civilisation de la guerre. Il est né le 14 octobre 1946 à Mouila (Gabon), très tôt il est engagé dans l'armée après avoir fini à peine le collège, il intègre l'Ecole Supérieure des Officiers d'Active (ESFOA) à Bouar. Eduquer dans la dictature militaire, il devient général de l'armée sous le règne de Jean-Bedel Bokassa. Responsable des troupes à Bangui, il est chargé de la répression des manifestations de lycéens, du 15 au 20 janvier 1979, faisant plusieurs dizaines de morts parmi les élèves. Toutefois, la République Centrafricaine (RCA) est une tradition des conflits armés, car depuis les premières années qui ont suivi son indépendance, le pays est une ruine des crises interminables, faisant de ce dernier l'un des pays les plus pauvres de la planète. Comme une malédiction, ces conflits jalonnent son histoire, au rythme des coups d'Etat. À la fin des années 1990, les "compagnies juniors" canadiennes, investies dans plus de 8 000 propriétés minières, dans plus de 100 pays, pour la plupart encore à l'état de projet, multiplient les contrats avec les pays africains et parmi lesquels la République centrafricaine. La RCA, de par sa position géographique et géostratégique, est taxé de scandale géologique à cause de sa riche diversité en ressources naturelles, notamment l'uranium, l'or, les diamants, le pétrole et l'énergie hydroélectrique pour la plupart inexploitées, renforcent la convoitise extérieure et la conquête au pouvoir afin de contrôler les ressources naturelles. En 2001, une tentative de coup d'Etat provoque de violents affrontements dans la capitale, Bangui. Après une nouvelle série de troubles et malgré l'intervention de la communauté

internationale, le 15 mars 2003, le général François Bozizé réussit, avec l'aide de militaires français et de miliciens tchadiens un nouveau coup d'État, renverse le Président Patassé et s'empare du pouvoir. L'analyse qui suit, met en exergue le régime militaire et totalitaire du Président François Bozizé entre 2003 et 2013. Ainsi, sur la base d'une méthodologie interdisciplinaire, et de la théorie du néo-institutionnalisme libérale couronné d'une documentation faites d'ouvrages, des enquêtes de terrain, de rapports d'expéditions et des coupures de journaux. Cette réflexion s'inscrit dans une dialectique monographique en République Centrafricaine sous l'itinéraire d'un chef rebelle devenue chef de l'Etat.

Hélène Diane Nono – doctorante en sciences politiques à l'Université de Douala (Cameroun)

Le Cameroun à l'épreuve des guerres depuis les indépendances jusqu'à nos jours

Depuis les indépendances factices, le Cameroun se trouve confronté à des guerres sanglantes contre son peuple : la chasse aux nationalistes, la lutte contre les maquis, la répression sauvage, la torture, la profanation des cadavres, ...bref la guerre psychologique et plus récemment la crise du Nord et Sud-Ouest. Tout ceci engendre un contexte d'insécurité animé par l'armée « coloniale », le gouvernement et alliés, générateurs de perturbations politiques susceptibles d'ébranler les fondements de l'Etat camerounais avec des effets aux plans politique, économique et social. Actuellement, les revendications des nationalistes sont d'une actualité brûlante au Cameroun : l'indépendance, la réunification et l'unité nationale sont remises en question. C'est la raison pour laquelle de nombreux acteurs dans le champ socio-politique s'inspirent de la vision des leaders anciennement maquisards assassinés finalement réhabilités, pour l'impacter ou le redynamiser plus ou moins significativement. Ils sont motivés par des enjeux, leurs actions structurées par de nombreuses contraintes ouvrant des pistes susceptibles de triompher de la guerre au Cameroun en vue de son épanouissement et de la célébration des nationalistes maquisards.

Denis Augustin Samnick – post-doctorant, Université d'Anvers (France) et membre du CESTAF

Les légendes urbaines du banditisme armé dans les années 2000 à Yaoundé au Cameroun : leurs épopées, leurs incarcérations, leurs morts

Le début des années 2000 à Yaoundé au Cameroun, a été marqué par une recrudescence des actes de banditisme armé, qui à défaut d'être inédits, furent à tout le moins inhabituels (Chouala, 2001). Cette intensification du banditisme faisait proliférer l'insécurité même au sein du personnel diplomatique accrédité au Cameroun. A la suite d'une pression diplomatique, combinée aux protestations sociopolitiques contre l'insécurité, le gouvernement camerounais dans la mit en œuvre une politique répressive aux relents nécropolitiques (Mbembé, 2006), dont le décret présidentiel No 2000/27 du 20 janvier 2000, portant organisation du « commandement opérationnel », fut l'acte déclencheur. En dépit des arrestations arbitraires, des ratissages, de la brutalisation des assassinats extrajudiciaires, qui caractérisa le « commandement opérationnel » les légendes du banditisme armé inspirèrent à la fois terreur et admiration aux citadins. Leur mise à mort lors des confrontations avec les forces armées, ou les justiciers populaires, bien que porteuse d'une théâtralité dramatique (Foucault, 1976 ; Camaroff et Comaroff, 2016), n'oblitéra pas pour autant la part de fascination et de frayeur autour de leurs faits d'armes. Comment les légendes urbaines du banditisme armé ont-elles construit leurs réputations dans la ville de

Yaoundé dans les années 2000 au Cameroun ? Quels sont les récits qui ont marqué leurs faits d'armes, leurs incarcérations et leurs mises à mort par les autorités ? Quelles sont les continuités et les discontinuités historiques qui découlent des épopées, de la mise aux arrêts et de la mise à mort des légendes urbaines du banditisme armé à Yaoundé au Cameroun ? Ces trois questions de recherches feront l'objet d'un développement approfondi lors de notre communication.

Faustin Kenné – docteur, enseignant-chercheur à l'Université de Yaoundé I (Cameroun)
Vie et mort d'un insurgé anticolonialiste au Cameroun : Martin Singap (1934-1961)

Cet article s'inscrit dans le cadre de l'histoire politique du Cameroun et retrace le parcours d'un insurgé anticolonialiste qui s'opposa avec véhémence à l'administration coloniale française puis postcoloniale. Figure emblématique de la rébellion de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), combattant téméraire, Martin Singap marqua le processus de décolonisation du Cameroun d'un sceau particulier. Parti de Douala pour le Nord-Cameroun en 1954, il y contribua de manière significative à l'implantation de l'UPC. Expulsé de la région un an plus tard, il retrouve dans la partie méridionale du pays les autres cadres du parti à l'instar de Félix Roland Moumié, Ernest Ouandié, Ruben Um Nyobé, Abel Kingue. Pétri dans la dynamique du parti, Singap entre dans la clandestinité en 1956 après l'interdiction de son parti par l'administration coloniale française. Sous maquis, il contribua significativement à la mise en place des organismes politico-militaires du parti notamment le Sinistre de Défense Nationale du Kamerun (SDNK) et l'Armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK) dont il avait la responsabilité. Son intransigeance, ses qualités de tacticien et de stratège, et sa fidélité aux idéaux du parti firent de lui un homme de confiance du comité directeur du parti et l'homme le plus recherché par l'armée régulière. Traqué de toute part, il fut décapité en septembre 1961. La présente réflexion s'appuie sur des sources variées notamment les sources orales, les ouvrages généraux et de nombreux documents d'archives singulièrement des rapports administratifs, des rapports de sûreté et de l'armée, des rapports d'activités des insurgés eux-mêmes. La démarche optée est diachronique.

Gilbert Doho – maître de conférences à l'Université de Case Western Reserve à Cleveland (Etats-Unis d'Amérique)
De Ndelene Jérémie à Fields Marshal, des lance-pierres aux Asongany : Mouvements de libération et industrie guerrière au Cameroun.

Toute guerre de libération en Afrique en général, au Cameroun en particulier n'a jamais été un moment de jacquerie ou une piétaille mal affamées se lancent au-devant des armes sophistiquées d'une armée régulière [Bouopda Pierre Kame, 2008]. Elle n'est non plus un temps où se déploie la stérilité intellectuelle comme semble le faire croire Richard Joseph [1986] dans son important ouvrage consacré au mouvement de libération camerounais, l'UPC [Union des Populations du Cameroun]. Elle donne lieu au surgissement non seulement du renouveau culturel, mais aussi du savoir-faire local. Celui-ci a souvent été circonscrit dans le domaine de la production de l'armement local. On se propose de faire ressortir dans cette communication l'ingéniosité de deux chefs de guerre. L'un Ndelene Jérémie, intrépide maquisard pendant la guerre de 1957 à 1971, était un forgeron qui sut équiper son armée. L'autre Field Marshal de Lebialem dans la région du Sud-Ouest apparaît comme celui qui a ouvert le chemin à la fabrication de véritables armes meurtrières qui ont fait changer la donne sur le terrain de la guerre contre La République du Cameroun.

Panel 3 : Du coup d'Etat à la présidentialisation (I) : le cas du Rwanda, du Tchad et du Benin

Samia Chabouni – maître de conférences à l'Université de Jijel (Algérie)

Paul Kagame : du rebelle au leader régional

Réfugié en Ouganda, ancien combattant, et chef de guerre du Front Patriotique Rwandais (FPR), rebelle atypique, Kagame est l'homme fort du Rwanda depuis la fin du génocide. Il s'est transformé en leader politique, Il a hissé son pays au rang des bons élèves en matière de gouvernance, et il a gagné une grande popularité sur le plan interne ainsi qu'un soutien sur le plan extérieur. Kagame a saisi le pouvoir politique par les armes et est devenu président du Rwanda en 2000. Élu en 2003, puis réélu en 2010 et 2017, il a réussi à mettre de l'ordre dans le pays et entamé un processus de développement économique ; il a stabilisé le pays et rétabli la sécurité. Toutefois, il est aussi critiqué pour son autoritarisme et une conduite de l'Etat qui privilégie le développement au détriment de la démocratie. Son mode de gouvernance, parfois qualifié d'arbitraire, fait polémique ; il est d'ailleurs accusé d'opprimer l'opposition et d'agresser ses voisins.

Malgré cela, non seulement il se présente comme un « héros national », qui a mis fin au génocide et a mené, puis achevé un processus de reconstruction post-génocide, Mais il reste également l'invité d'honneur dans beaucoup de pays, où il mène une politique étrangère très dynamique sur la scène internationale et régionale, il veut paraître comme un leader visionnaire, ainsi il a présidé l'UA en 2018. Qui est donc P Kagame et comment il s'est transformé d'un chef de guerre à un leader politique ? Quelle est sa trajectoire militaire et politique? et comment il est devenu si influent sur le plan extérieur ?

Benoit Bavouset – docteur en sciences politiques, attaché principal d'administration de l'État au Ministère français de la Culture (France) et membre du CESTAF

Hissène Habré (1942-2021) : de l'ascension sociale aux crimes contre l'humanité

Hissène Habré construit sa réputation et son pouvoir politique sur le terrain de la guérilla. D'abord, membre du Frolinat (Front de libération nationale du Tchad), il fonde les Forces armées nationales du Tchad (FANT), puis le Conseil de commandement des Forces armées du Nord (CCFAN) devenue Forces armées du Nord (FAN) dont il prend le commandement. Il devient président de la République tchadienne entre 1982 et 1990 à la suite du coup d'État soutenu par le France et les États-Unis qui renverse Goukouni Oueddei le 7 juin 1982.

Modeste berger nomade du désert du Djourab, le jeune Hissène Habré, repéré par ses instituteurs, finira sur les bancs des grandes écoles parisiennes avant d'être nommé sous-préfet de Moussoro par le Président Tombalbaye. Il est reconnu en 2016 coupable de crimes contre l'humanité, viols, exécutions, esclavage et enlèvements, il est condamné à la prison à perpétuité par le Tribunal spécial africain à Dakar au Sénégal (peine confirmée en appel). Quels sont les ressorts et les enseignements du parcours singulier d'Hissène Habré, de l'incarnation postcoloniale de l'ascension sociale républicaine « à la française », à la première utilisation de la compétence universelle sur le continent africain ?

Jonas Ahoumenou – doctorant en sciences politiques, Université Babeş-Bolyai (Roumanie) et membre du CESTAF
Le Général Mathieu Kérékou: Un soldat putschiste puis dictateur

Tour à tour putschiste, dirigeant marxiste-léniniste, converti aux vertus de la démocratie, le General Mathieu Kérékou est une figure centrale de la vie politique du Bénin, dont il fut le chef de l'État pendant près de trois décennies, d'abord à la tête d'un État autoritaire, puis comme président démocratiquement élu d'un régime devenu pluraliste. Le Général Kérékou, faisant partie du groupe des officiers putschistes qui s'empare du pouvoir, est désigné pour en être le chef de file. Propulsé ainsi aux avant-postes, il devient le nouvel homme fort du pays. En octobre 1972, avec d'autres officiers, il prend le pouvoir avec le soutien d'une partie de l'opinion et enferme les trois derniers présidents civils du pays pendant neuf longues années. En 1972, l'officier n'a que 39 ans et très vite pourtant, il instaure un régime de fer. En cette période de guerre froide, il choisit le camp communiste et impose le marxisme-léninisme comme idéologie officielle de l'État. En 1977, il se félicite d'avoir fait venir des conseillers militaires nord-coréens, qui lui sont bien utiles pour repousser les mercenaires de Bob Denard. Pendant une douzaine d'années, le régime tient, mais à partir de 1985, les étudiants manifestent. Répression, torture... En 1987, Amnesty International recense une centaine de prisonniers politique.

Panel 4 : Du coup d'Etat à la présidentialisation (II) : Le cas du Burkina-Faso, du Ghana, de l'Ouganda et de l'Algérie

Floréal Serge Adiémé – chercheur, École normale supérieure de Yaoundé (Cameroun)
Jerry Rawlings : l'héritage d'un patriote

Cet article s'intéresse à l'officier et homme d'État Jerry John Rawlings, qui présida aux destinées du Ghana de 1981 à 2001. Né à Accra, en 1947, d'un père écossais et d'une mère ghanéenne, Rawlings intègre l'armée ghanéenne, en 1969, et s'illustre comme pilote d'aviation. En juillet 1979, alors qu'il porte le grade de lieutenant, il renverse le gouvernement du général Frederick Akuffo. Après 112 jours, il cède le pouvoir à Hilla Limann, un civil démocratiquement élu. Face à l'incompétence du nouveau régime, incapable d'enrayer la crise qui frappe durement le pays, Rawlings décide de reprendre le pouvoir le 31 décembre 1981. Il dirige alors le Ghana, sans partage, jusqu'au début des années 1990. Répondant favorablement aux sirènes de la démocratie, qui se faisait entendre partout en Afrique, il autorisa le multipartisme. L'étude est historique et se fonde sur des sources orales et écrites. Il ressort de notre analyse que l'ancien capitaine d'aviation, après avoir dirigé son pays d'une main de fer, l'a finalement mis sur les rails de la démocratie. C'est en grande partie grâce à lui, que le Ghana fait aujourd'hui office de bon élève tant en matière politique qu'économique.

Womesse Golbo – doctorant à l’Université de Yaoundé I (Cameroun)

Coups d’Etat et expériences révolutionnaires en Afrique noire contemporain. L’exemple de Thomas Sankara et Jerry John Rawlings. Analyse socio-historique d’une approche systémique des problèmes africains

Au lendemain de la 2e guerre mondiale, le vent de la décolonisation souffle sur le continent africain. Ce vent fut marqué par les luttes nationalistes qui ont abouties à la souveraineté internationale de la plupart des pays africains. Après les années 60, certains pays africains ont connu des coups d’Etat. Ces coups d’Etats vont apporter des nouvelles expériences révolutionnaires. C’est le cas du Burkina Faso et du Ghana qui ont connu des coups d’Etats “salutaire” respectivement entre 1983 et 1979. Cette réflexion pose le problème de la récurrence constante des coups d’Etat en Afrique noire. Ainsi, quelles sont les fondements et l’impact des coups d’Etat révolutionnaire burkinabé et ghanéen ? Cette communication vise à étudier et réétudier sérieusement les fondements des coups d’Etat révolutionnaires en Afrique subsaharienne. L’objectif est de montrer que nonobstant les soulèvements populaires constants, les coups d’Etas révolutionnaires peuvent constituer un model salutaire de renversement de désordres politiques instaurés par l’impérialisme et le néocolonialisme occidentale en Afrique noire afin de satisfaire les préoccupations vitales des populations. C’est salutaire pour une véritable libération et de l’émergence de l’Afrique. La présente investigation s’adosse sur la méthode diachronique et synchronique et intègre les données écrites, sonores et audiovisuelles.

Vincent Henry – docteur en sciences politiques et membre du CESTAF (Roumanie)

Yoweri Museveni, une traversée de l’histoire ougandaise

Nommé en hommage à un bataillon de troupes coloniales britanniques, président du Front des Etudiants africains révolutionnaires, chef rebelle, ministre de la Défense putschiste, chantre du capitalisme africain, homme de la stabilité régionale puis inamovible autocrate, Yoweni Museveni incarne l’histoire tourmentée de l’Ouganda depuis son indépendance.

Adriana Popita - doctorante en sciences politiques, Université Babeş-Bolyai et membre du CESTAF (Roumanie)

Les coups d’Etat et les mouvements sociaux dans l’espace maghrébin – entre la soif de pouvoir et la quête de démocratie

L’histoire des mouvements sociaux sur le continent africain commence avec le processus de décolonisation et continue après et même jusqu’à présent. On peut observer en Afrique plusieurs vagues de mobilisations : la première est orientée vers les maitres étrangers, vers les colonisateurs, tandis que les autres sont des mobilisations dirigées contre les régimes en place, ayant comme but l’instauration de la démocratie et des libertés démocratiques. Ainsi, pendant les années 1990, plusieurs États ont opté pour la démocratie avec comme conséquence l’institutionnalisation des élections comme mode d’accès au pouvoir d’Etat. Pourtant, l’alternance politique demeure chose rare en Afrique, particulièrement dans les États francophones, ce qui fait qu’au début des années 2000, l’Afrique reste le continent des régimes anciens, autoritaires ou semi-démocratique qui ne pensent pas céder le pouvoir. Dans ces conditions, ces régimes autoritaires ne peuvent être ébranlés que soit par des révolutions, soit par des coups d’Etat. La communication va se concentrer sur les types d’actions de contestation du pouvoir (coups d’Etats, révolutions, émeutes) déroulées dans l’espace maghrébin depuis l’indépendance des pays

jusqu'à présent. On va analyser les points communs et les particularités de ces types de manifestations, les causes qui les ont déclenchées ainsi que les effets qu'elles ont produit sur le système politique du pays et sur la société dans son ensemble.

Hayette Rouibach - maitre de conférences à l'Université de Jijel (Algérie)

De Ben Bella à Bouteflika : Le parcours politique des rebelles de la révolution Algérienne

Dans ce papier, nous essayerons de mettre un peu de lumière sur ces maquisards et rebelles algériens qui ont combattu la France coloniale, et qui sont devenus hommes politiques, et même chefs d'états après l'indépendance du pays. De Ben Bella, arrivé au pouvoir en 1962, jusqu'à Bouteflika, l'ex chef rebelle, qui a pris les rênes du pouvoir en 1999, en passant par Boumediene et Chadli Benjdid, Ces chefs d'états Algériens ont tous en commun, d'avoir servi dans l'armée de libération nationale. L'histoire de l'Algérie indépendante est marquée par cette interférence entre le militaire et le politique. Depuis 1962, tous les présidents algériens (sauf l'actuel président Abdelmajid Teboune élu en 2019) étaient dans les rangs de l'ALN (l'armée de libération nationale), et ont participé à la guerre de l'indépendance. Transformés en hommes politiques, ces ex militaires ont façonné l'histoire de l'Algérie. Cette étude se veut une analyse du parcours de ces chefs d'états/ex rebelles, et de l'impact du contexte guerrier et militaire sur le cheminement et la gestion des affaires de leur pays.

Panel 5 : Rébellion, prise du pouvoir, contre-insurrection. La continuité de la violence politique en Afrique

Jacob Tatsitsa – doctorant en histoire à l'Université d'Ottawa (Canada)

Romain Kouam, Paul Momo et Pierre Kamdem Ninyim : de la résistance à la Françafrique aux assassinats politiques, 1948-1964

De 1980 à 2020, l'historiographie du processus de décolonisation de l'Afrique s'est surtout penchée sur les assassinats des leaders nationalistes africains, notamment les membres du comité directeur de l'Union des Population du Cameroun (UPC) et l'élimination de certaines élites pro-Françafrique, en passant sous silence le sort réservé aux subalternes qui ont trahi cette lutte de libération (Deltombe, Domergue et Tatsitsa, 2011, 2016). L'objectif de cette communication est de connecter l'histoire de cette élite et celle des subalternes particulièrement oubliés, en démontrant que certains de ces laissés-pour-compte jouèrent des rôles déterminants dans l'implantation et l'animation du parti nationaliste, tout comme dans le sabotage des activités de cette organisation, et furent assassinés par leurs mentors, l'armée Franco-camerounaise, à l'instar de Paul Génie Momo alias Tcheuembou et Romain Kouam et Pierre Kamdem Ninyim. Par l'approche de l'« histoire d'en bas », nous explorerons les cas d'injustices, de résistances passives ou d'accommodements de ces subalternes des sociétés hiérarchisées Bamiléké sous la domination franco-britannique. Nous revisiterons l'accommodement de ces derniers par le rôle indicateur de police et d'agent provocateur. Cette approche a pour but d'élucider la transition de la résistance passive à l'insurrection en juin 1956 afin de mieux comprendre l'éruption de violence dans la région Bamiléké lors de la décolonisation et les assassinats des subalternes Kouam et Momo respectivement en 1958, 1960 et 1964.

Thierry Rakotobe – docteur, enseignant-chercheur à l’Université d’Antananarivo (Madagascar)
Madagascar de 1972 à 2021, de destruction, en reconstruction

Depuis l’indépendance acquise en 1960, Madagascar était devenu le théâtre d’un soulèvement populaire cyclique. Effet de mode et/ou tendance controversée, l’île a su monter petit à petit la pente. Elle a fini par dépasser actuellement ce stade d’instabilité permanente. Les leaders politiques successives de ce pays, de Ratsiraka à Zafy Albert, de Ravalomanana à Andry Rajoelina, ont participé activement à ce mouvement cyclique de destruction en reconstruction. Une question principale se dégage surtout quand nous parlons de ces faits historiques. “Ces éminents dirigeants politiques de Madagascar ont-ils apporté réellement les changements espérés par la masse populaire ? Cette communication, à travers non seulement une anthropologie historique mais aussi par une anthropologie politique, tente, de répondre à cette problématique centrale, à travers un regard critique. Elle essaie aussi de partager et d’éclaircir, à la fois, certains points de l’histoire de Madagascar et de parler à priori aussi des transformations qui se sont succédés dans le temps. Une manière pour nous d’apporter, notre part de réflexion, à l’éclairage de l’histoire de ce pays. Sur ce fait, n’est-il pas temps pour nous de penser à de nouveaux paradigmes pour aider au mieux le pays à trouver sa place dans ce monde en pleine mutation.

Wilfried Doumbia – doctorant en sciences politiques à l’Université Paris-Est Créteil (France) et membre du CESTAF
La violence légitime du nouvel État ivoirien

La vie politique de la Côte d’Ivoire est saccadée de coups de force militaires dont, certains commanditaires ont su tirer avantage. De fait, le régime d’Alassane Ouattara est symptomatique de procédés politiques antidémocratiques, à l’instar de la majorité des pays francophones subsahariens. S’il jouit aujourd’hui d’une légitimité constitutionnelle, elle n’occulte pas pour autant l’origine des moyens de son accession au pouvoir en 2011. Autrement dit, il bénéficie des dividendes de la rébellion de 2002, même s’il se n’en reconnaît pas être le parrain. Toujours est-il que son régime porte les marques de cette rébellion dont, Soro Guillaume (ex-président de l’Assemblée nationale) en était la figure de proue.

Seydouba Sylla – fonctionnaire, Ministère des Affaires Etrangères et des Guinéens de l’Etranger de la Guinée (Guinée)
Disparité des coups d’Etat en Guinée et du sort des putschistes

La République de Guinée a connu pas moins de 4 coups d’état depuis 1984 dont la dernière date du 05 septembre 2021. Tous ces coups d’état ont la singularité d’avoir été perpétrés par des officiers militaires issus à chaque fois de l’élite de l’armée. Du Colonel Lansana Conté au Colonel Mamady Doumbouya en passant par le Capitaine Moussa Dadis Camara et le Général Sékouba Konaté. Du CMRN (1984) au CNRD (2021) en passant par le CNDD (2008 et 2009) tous accéderont au pouvoir par un coup de force anticonstitutionnel certes de différentes manières car le CMRN et le CNRD renverseront les pouvoirs légalement investis tandis que le CNDD accèdera au pouvoir suite à un vide juridique après le décès du président élu cependant les mêmes finalités, une prise de pouvoir par la force. Cette disparité de l’accession au pouvoir dépeint également sur les différents sorts qu’ont connus ces putschistes. Si Lansana Conté restera au pouvoir jusqu’à sa mort, Moussa Dadis Camara sera lui renversé, victime d’une tentative d’assassinat. Ainsi Sekouba Konaté lui

succédera pour rendre le tablier un an seulement après la transition. Le sort du dernier putschiste en place est une énigme pour tous. Seul l'avenir nous édifiera certainement.

Albert Arakaza – Avocat au Barreau de Bujumbura (Burundi) et membre du CESTAF

L'Africanisation de la justice internationale penale : quel espoir pour la répression des chefs des guerres africaines ?

La présente réflexion traite de l'efficacité du protocole de Malabo, initiée en 2014, par les dirigeants africains en tant qu'une alternative à la CPI pour réprimer les crimes internationaux commis en Afrique. Une section pénale a été introduite dans la future Cour Africaine de Justice, des Droits de l'Homme et des Peuples (CAJDHP), en remplacement de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP). Le protocole de Malabo comporte de nombreux germes d'impunité. Il prévoit des immunités liées à la qualité officielle avec des conséquences néfastes sur le plan judiciaire, socio-politique. Le système judiciaire est aussi inefficace que non fiable en raison de la subordination de la section pénale à l'UA et de manque d'indépendances des juges. Son champ de compétence matérielle très large, le nombre insuffisant des juges, le caractère non permanent des juges, sa coexistence avec la CPI présage des dysfonctionnements évidents. La suppression de la clause des immunités en faveur des dirigeants et d'autres hauts responsables, la garantie l'indépendance de la section de droit international pénal vis-à-vis de l'UA, l'augmentation des juges et la garantie de leur indépendance sont entre autres solutions proposées.